



LE RN

sauvera-t-il la France de la faillite ?

Alors que l'Assemblée planche sur le budget depuis la rentrée, mardi 6 octobre, Marine Le Pen, Jordan Bardella et Jean-Philippe Tanguy se sont réunis pour présenter le contre-budget du RN : 140 milliards d'économies et des recettes miraculeuses déballées sur la place publique, alors que le gouvernement cherche encore 40 milliards à rabioter, en vain. Pour *Charlie*, Benjamin Coriat, professeur d'économie à l'université Paris-XIII, décortique l'entourloupe.

CHARLIE HEBDO : Pendant la présentation de son contre-budget, le RN s'est vanté de la baisse des taux d'intérêt de la dette du fait de sa prise de parole. Qu'est-ce que c'est que cette blague ?

Benjamin Coriat : Bien sûr que ça n'a aucun sens. Mais c'est aussi très significatif : le Rassemblement national prétend désormais parler aux marchés financiers, et éventuellement les influencer. Ce n'est pas pour rien qu'ils ont dit ça. Leur budget est en partie conçu dans cette optique. Évidemment, les effets seront à peu près nuls, parce qu'ils n'ont pas du tout l'oreille des marchés financiers, qui, pour l'heure, ne leur font aucunement confiance. L'annonce de 140 milliards d'euros d'économies vise à les séduire. Quand on sait que le gouvernement actuel se bat pour récupérer 40 milliards et qu'il n'y arrive pas, c'est énorme. Je pense que leur objectif est d'apparaître comme porteurs d'une solution drastique, d'autant plus qu'ils jurent de ne pas augmenter les impôts.

Dans le contenu de son budget, Marine Le Pen revient sur les vieilles lunes du RN pour promettre ces 140 milliards d'euros d'économies. Qu'y trouve-t-on ?

Effectivement, les principales mesures reposent sur les ficelles habituelles – qui se transmettent du FN au RN –, à commencer par la xénophobie. Une série de mesures vise à imposer la pseudo-préférence nationale, avec des économies ou des gains annoncés sur les prestations versées aux immigrés qui sont mirobolants et impossibles à atteindre. La deuxième vieille

Macroéconomie au pays d'Ubu roi

lune, c'est l'hostilité à l'Union européenne, avec les économies prévues grâce au non-versement de la contribution française. Et il y a aussi une autre vieille recette : récupérer de l'argent grâce à la lutte contre la fraude à la TVA. Une proposition que le RN défend depuis longtemps. Mais il veut aussi s'attaquer à la fonction publique et notamment supprimer 223 000 emplois. C'est assez nouveau. Ça fait apparaître une dimension anti-étatisme et anti-bureaucratique chez le RN, alors que, jusqu'à présent, c'était un parti qui affichait plutôt son étatisme.

Que dire de ces propositions et quels risques font-elles peser sur l'économie ?

Sur l'immigration, d'abord, les mesures envisagées se heurtent à des obstacles constitutionnels, et le Sénat et le Conseil d'État ont déjà prévenu qu'ils s'y opposeraient. Mais même si ces propositions n'ont aucune chance d'aboutir en l'état, le RN annonce 15 milliards d'économies dès 2027, et 29 milliards en année pleine. C'est fantasmagorique. Sur l'Union européenne, c'est la même chose, les 20 milliards annoncés sont totalement irréalistes. Au mieux, la France pourrait économiser 2 ou 3 milliards si elle s'engageait, comme l'Allemagne, dans un processus de baisse de cotisation négocié avec l'UE. Et si le RN décidait malgré tout d'interrompre son versement de façon brutale, l'Europe pourrait nous priver des bénéfices de certaines dépenses européennes, notamment de la PAC, dont les agriculteurs français sont les principaux bénéficiaires. Pour le reste, c'est de la macroéconomie au pays d'Ubu roi : le RN veut supprimer 223 000 emplois publics et économiser 36 milliards sur cinq ans sur les coûts hospitaliers, alors que l'hôpital est déjà exsangue. Et sur les retraites, il veut économiser 15 à 20 milliards tout en abaissant l'âge de départ à 62 ans. Le tout en projetant une croissance de 1,8 % en 2028!

Propos recueillis par Julie Lescarmontier

